Sondage d'opinion mondial 2014 de la CSI - Rapport pour les pays BRICS

emc ESSENTIAL RESEARCH

A→S ANKER SOLUTIONS RESEARCH-BASED STRATEGY

TNS

TNS opinion

ITUC CSI IGB

Tables des matières

Résumé 5

Revenus de la famille et coût de la vie 9

Situation financière personnelle 10

Salaire minimum 12

Expérience personnelle ou familiale du chômage 13

Expérience personnelle ou familiale du chômage 14

Équité du système économique 15

Situation économique 16

Influence au niveau des décisions économiques 17

Voie à suivre 19

Le gouvernement et le chômage 23

Droits au travail 24

Responsabilité des sociétés 28

Le syndicalisme améliore les lieux de travail 29

Rôle des syndicats dans la société 30

Méthodologie du sondage 32

Résumé

Partout dans le monde, les populations désirent que leur gouvernement adopte une approche militante et qu'il veille à la sécurité de l'emploi, garantisse les droits de la main-d'œuvre, maîtrise le pouvoir des entreprises et agisse contre le changement climatique.

Au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud (les pays BRICS), les citoyens aspirent à davantage d'intervention et à des actions plus fortes en matière de politiques économiques et sociales en vue de soutenir la main-d'œuvre, les familles et les communautés.

Le sondage d'opinion mondial 2014 montre que les habitants subissent de fortes pressions financières et voient leurs salaires diminuer ou stagner.

À l'échelle planétaire, plus d'une famille de travailleurs sur deux dans 14 pays, représentant la moitié de la population mondiale, ne parvient pas à suivre la hausse du coût de la vie, alors que dans les pays BRICS, 73 % des citoyens sont dans cette situation [graphique 1].

Plus de la moitié de la population des 14 pays couverts par le sondage d'opinion mondial de la CSI ne parvient pas à économiser [graphique 2]. On note que 60 % de femmes ne peuvent se permettre d'épargner, alors que la part des hommes dans ce cas s'élève à 54 %.

Dans les pays BRICS, 59 % des citoyens ne parviennent pas à économiser [graphique 2].

Les tendances révélées au cours des trois années de sondage de la CSI, en 2012, 2013 et 2014, montrent que plus de la moitié de la population mondiale n'a pas pu épargner un sou ces trois dernières années.

De plus, une famille sur dix ne dispose pas de revenus en suffisance pour couvrir ses besoins élémentaires comme un logement, des aliments et l'électricité. Dans les pays BRICS, 13 % des habitants sont confrontés aux mêmes difficultés [graphique 3].

Une écrasante majorité des personnes interrogées (79 %) estime que dans leur pays, le salaire minimum n'est pas suffisant pour mener une vie décente et dans les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), 88 % des personnes sondées partagent cet avis [graphique 4].

Pour des millions de personnes, le spectre du chômage reste une réalité et 41 % des personnes interrogées ont directement subi une perte d'emploi ou une réduction du temps de travail. Quant aux pays BRICS, 50 % des personnes interrogées ont directement subi une perte d'emploi ou une réduction du temps de travail [graphique 5].

Si seul un individu sur deux pense que la génération à venir trouvera un emploi décent, les populations des pays BRICS sont plus optimistes puisque 65 % des citoyens pensent que la génération à venir trouvera un emploi décent [graphique 6].

Partout dans le monde, les citoyens se sentent face à un système économique qui accorde la priorité aux personnes aisées; ils estiment qu'il n'est pas équitable pour la plupart des personnes. Au niveau planétaire, près de quatre personnes sur cinq (78 %) pensent que le système économique favorise les riches plutôt que d'être équitable pour la plupart des personnes et dans les pays BRICS, elles sont 82 % à partager cette opinion [graphique 7].

Dans le cadre du sondage d'opinion mondial 2014 de la CSI, des adultes vivant en Afrique du Sud, en Allemagne, en Australie, en Belgique, au Brésil, au Canada, en Chine, aux États-Unis, en France, en Inde, en Italie, au Japon, au Royaume-Uni et en Russie ont été interrogés. Les conclusions du sondage représentent les opinions de plus de 3,7 milliards d'individus, soit, selon les estimations des Nations Unies, près de la moitié de la population mondiale.

Le présent rapport analyse les données obtenues pour les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) couverts par le sondage d'opinion mondial 2014 de la CSI et les compare à la moyenne mondiale des 14 pays.

Il convient de replacer les positions et les expériences de la population générale à l'égard des problèmes économiques et sociaux dans un contexte économique mondial caractérisé par un ralentissement des marchés émergents et un niveau d'endettement des pays émergents, comme le Brésil, la Chine et la Russie, ayant atteint des seuils insoutenables.

Les économies mondiales ne sont plus aussi stables qu'elles l'étaient au début de la crise financière. Les conclusions du sondage pour les pays BRICS donnent un aperçu des attitudes du public dans cinq économies émergentes, jadis considérées comme des moteurs de croissance pour l'économie mondiale.

> “Près de trois quarts des habitants des pays BRICS ne parviennent pas à suivre l'augmentation du coût de la vie.”

La confiance envers le gouvernement est brisée

Les gens désirent pouvoir faire confiance au système économique.

Sur les trois années - 2012, 2013 et 2014 - pendant lesquelles la CSI a mené son sondage d'opinion mondial, le manque de confiance est indéniable.

L'enquête menée en 2012 a établi qu'ils n'étaient que 13 % à penser que les électeurs avaient une influence sur les décisions économiques.

En 2013, à peine 13 % des personnes interrogées avaient le sentiment que leur gouvernement tenait compte des intérêts de la main-d'œuvre.

Quant à 2014, il n'y a pas un seul pays couvert par le sondage d'opinion mondial où une majorité estime que le système économique est équitable pour toutes et tous. Quatre personnes sur cinq (78 %) estiment qu'il favorise les personnes riches.

Dans les pays BRICS, 82 % des habitants estiment que le système économique favorise les riches plutôt que d'être équitable pour la plupart des personnes [graphique 7].

Perspectives économiques et sociales

Le monde a besoin d'une augmentation salariale

Partout dans le monde, les salaires ayant chuté par rapport au coût de la vie, la main-d'œuvre subit de fortes pressions financières.

Plus de la moitié des personnes interrogées (53 %) déclarent que, ces deux dernières années, les revenus de leur famille ont diminué par rapport au coût de la vie [graphique 1]. Un autre tiers des personnes sondées (29 %) déclarent que les revenus familiaux sont restés les mêmes par rapport au coût de la vie pendant cette même période.

Dans les pays BRICS, 42 % des habitants estiment que leurs revenus ont diminué par rapport au coût de la vie, 31 % déclarent que leurs revenus sont restés les mêmes par rapport au coût de la vie et 73 % ont vu leurs revenus diminuer ou stagner par rapport au coût de la vie [graphique 1].

Les revenus des familles ont évolué moins favorablement en Afrique du Sud (17 %), au Brésil (18 %) et en Chine (21 %) où seule une minorité de citoyens ont vu leurs revenus augmenter avec le coût de la vie.

En outre, au niveau mondial, 10 % des personnes interrogées manquent désormais des fonds nécessaires pour couvrir leurs besoins les plus élémentaires comme un logement, des aliments et l'électricité [graphique 3].

En terme de revenus et de coût de la vie, les cinq pays européens, Allemagne comprise, donnent les images les plus sombres, suivis de près par le Canada et les États-Unis.

Du reste, deux groupes à risque ont fait leur apparition lors du sondage d'opinion mondial 2014 de la CSI : en effet, presque deux personnes interrogées sur trois (64 %) subissant une diminution de leurs revenus par rapport au coût de la vie sont des individus au niveau d'éducation plus faible et appartenant à des catégories d'âge au-dessus de 40 ans.

Salaire minimum insuffisant

Au niveau mondial, une grande majorité (79 %) des personnes interrogées dans les 11 pays prévoyant un salaire minimum estime que le salaire minimum national ne suffit pas pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs de mener une vie décente [graphique 4]. Notons que 82 % de femmes estiment que, dans leur pays, le salaire minimum n'est pas suffisant, alors qu'ils sont 76 % d'hommes à partager cet avis.

C'est au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine que le scepticisme à l'égard du salaire minimum est le plus fort.

Dans les pays BRIC, 88 % des personnes interrogées pensent que ce dispositif ne permet pas à la main-d'œuvre de mener une vie décente [graphique 4].

Le sentiment général à l'égard de l'économie continue d'être négatif: plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre du sondage d'opinion mondial de la CSI, soit 56 %, estiment que la situation économique actuelle de leur pays

Un sentiment de dépossession règne à l'échelle internationale et dans les pays BRICS

La plupart des personnes interrogées estiment que leurs revenus n'évoluent pas avec la hausse du coût de la vie, mais dans les pays BRICS, 73 % des participants déclarent que leurs salaires diminuent ou stagnent par rapport au coût de la vie [graphique 1].

Au niveau mondial, plus de la moitié des citoyens ne parviennent pas à économiser, alors qu'ils sont 59 % dans les pays BRICS à ne pas être capables d'épargner [graphique 2].

En ce qui concerne les besoins les plus élémentaires, comme un logement, des aliments et l'électricité, 10 % des personnes interrogées n'ont pas les fonds nécessaires pour les couvrir et elles sont 13 % à ne pas disposer de revenus suffisants pour les couvrir dans les pays BRICS [graphique 3].

Une large majorité pense que le salaire minimum ne permet pas de mener une existence décente, et au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine, 88 % des personnes sondées partagent cet avis [graphique 4].

De nombreuses personnes ont une mauvaise opinion de l'économie et dans les pays BRICS, 49 % des citoyens sont dans ce cas [graphique 8].

Au niveau planétaire, le spectre du chômage est bien présent puisque 41 % des personnes interrogées ont connu un chômage (partiel) ; dans les pays BRICS, cette proportion s'élève à 50 % [graphique 5].

En général, seulement une personne sur deux estime que la génération à venir trouvera un emploi décent, mais 65 % des personnes interrogées dans les pays BRICS sont pessimistes quant à la probabilité que la future génération trouve un emploi décent [graphique 6].

Si, au niveau mondial, 78 % des participants estiment que le système économique favorise les personnes riches, ils sont 78 % à le penser dans les pays BRICS [graphique 7].

est mauvaise [graphique 8]. En Europe, à peine une personne sur trois pense que leur économie est bonne et 60 % des femmes estiment qu'elle est mauvaise.

Dans les pays BRICS, 49 % des citoyens considèrent que la situation économique actuelle de leur pays est mauvaise [graphique 8].

Le spectre du chômage

Ces deux dernières années, plus de quatre personnes interrogées sur dix ont été directement touchées par une perte d'emploi ou une réduction du temps de travail, que ce soit à titre personnel ou au sein de la famille [graphique 5].

Au niveau des pays BRICS, les habitants courent en moyenne plus de risques d'être directement touchés par le chômage (partiel) puisque 50 % des personnes ayant répondu ont subi une perte d'emploi ou une réduction du temps de travail [graphique 5].

Les habitants d'Afrique du Sud ressentent plus durement ce phénomène: 63 %, même si c'est 6 points de moins qu'en 2013.

Russie: 57 %, 2 points de moins qu'en 2013.

Brésil: 56 %, 5 points de moins qu'en 2013.

Inde: 39 %, 4 points de moins qu'en 2013.

Chine: 33 %, 7 points de moins qu'en 2013.

Dans les 14 pays, les jeunes femmes de moins de 40 ans ont davantage subi le chômage (partiel) : 53 % de ce groupe déclarent avoir été dans le cas.

Les perspectives d'avenir sont sombres

Les précédents sondages d'opinion mondiaux de la CSI avaient révélé une forte inquiétude pour la génération à venir puisque 66 % des personnes interrogées en 2012 s'attendaient à ce que la situation empire pour elle.

L'enquête menée en 2014 révèle que seulement une personne sur deux pense que la prochaine génération trouvera un emploi décent, alors qu'à peine 39 % des Européens interrogés sont de cet avis [graphique 6].

Dans les pays BRICS, deux personnes interrogées sur trois (65 %) s'attendent à ce que la future génération trouve un emploi décent [graphique 6].

L'optimisme affiché en Inde, en Chine et au Brésil contraste fortement avec l'Afrique du Sud et avec la Russie où à peine 35 % et 58 % respectivement des citoyens pensent que la future génération trouvera un emploi décent.

Rapport de force favorable aux riches

Le système économique actuel favorise les personnes riches plutôt que de privilégier l'équité envers un plus grand nombre - dans aucun pays, il ne se dégage une majorité qui pense que le système économique est équitable pour la plupart des personnes.

C'est l'avis de 78 % des personnes interrogées lors du sondage d'opinion mondial de 2014 [graphique 7]. Un Européen sur cinq estime que le système économique est équitable pour la plupart des personnes et 80 % pensent qu'il est favorable aux riches.

À peine 18 % des citoyens des pays BRICS estiment que le système économique est juste pour la majorité de la population [graphique 7].

Au niveau mondial, un étonnant 84 % des personnes ayant répondu estiment que les «citoyens ordinaires» n'ont pas un degré d'influence suffisant sur la prise de décisions économiques et 60 % d'entre elles pensent que les intérêts des entreprises ont trop d'importance [graphique 10]. Dans le sondage d'opinion mondial 2014 de la CSI, les citoyens de tous les pays soutiennent l'idée d'accorder aux citoyens ordinaires davantage d'influence dans le processus de prise de décisions économiques [graphique 9]. Il se dégage aussi un consensus à propos du pouvoir excessif des entreprises [graphique 10].

Une feuille de route pour des actions gouvernementales

On recherche : des gouvernements nationaux militants sur la scène internationale
Les populations ne sont pas satisfaites des résultats de leur gouvernement. Les gouvernements sont priés de «faire plus» pour:

1 Maîtriser le pouvoir des entreprises [graphique 11]

Maîtriser le pouvoir des entreprises *(62 % de faire plus). Pays BRICS: 58 % de faire plus.*

Conserver davantage les bénéfices tirés des ressources naturelles nationales *(73 % de faire plus). Pays BRICS: 73 % de faire plus.*

2 L'emploi, les salaires et les conditions de travail [graphique 12]

Réduire le fossé entre les riches et les pauvres *(79 % de faire plus). Pays BRICS: 82 % de faire plus.*

Garantir des salaires équitables *(82 % de faire plus). Pays BRICS: 86 % de faire plus.*

Accroître la sécurité de l'emploi *(81 % de faire plus). Pays BRICS: 84 % de faire plus.*

Définir des heures de travail raisonnables *(60 % de faire plus). Pays BRICS: 68 % de faire plus.*

3 L'action internationale [graphique 13]

Intervenir plus activement au sein de l'économie pour que les richesses soient partagées plus équitablement *(86 % de favorable). Pays BRICS: 90 % de faire plus.*

Garantir que les droits des travailleurs font partie intégrante des accords commerciaux mondiaux *(94 % de favorable). Pays BRICS: 96 % de faire plus.*

Renforcer les réglementations internationales pour obliger les entreprises du monde entier à verser de meilleurs salaires *(94 % de favorable). Pays BRICS: 96 % de faire plus.*

Promouvoir la hausse du montant du salaire minimum dans tous les pays du monde *(88 % de favorable). Pays BRICS: 93 % de faire plus.*

4 S'occuper du changement climatique [graphique 14]

Limiter la pollution à l'origine du changement climatique *(73 % de faire plus). Pays BRICS: 84 % de faire plus.*

Dans les pays BRICS, 84 % des personnes ayant répondu estiment que les «citoyens ordinaires» n'ont pas un degré d'influence suffisant sur la prise de décisions économiques [graphique 9].

Les citoyens du monde veulent que le pouvoir des entreprises soit maîtrisé

Avant tout, partout dans le monde, les personnes interrogées veulent que les citoyens ordinaires aient à nouveau leur mot à dire dans les processus décisionnels économiques et 62 % déclarent qu'elles veulent que le pouvoir des entreprises soit maîtrisé [graphique 11].

La majorité des citoyens des pays BRICS (58 %) estiment que leur gouvernement devrait faire plus pour atténuer le pouvoir des entreprises. Les populations indienne (62 %), russe (62 %) et sudafricaine (60 %) partagent grandement cet avis alors que c'est moins le cas au Brésil (58 %) et en Chine (47 %) [graphique 11].

Frustrations générées par l'absence de résultats en matière de chômage

Partout sur le globe, les citoyens se sentent frustrés par les piètres résultats de leur gouvernement en matière de lutte contre le chômage et 68 % des personnes interrogées estiment que les performances de leurs gouvernants en matière de chômage sont mauvaises [graphique 15]. Au niveau de la répartition par sexe, les femmes sont 69 % à estimer que leur gouvernement ne s'occupe pas bien de la problématique du chômage alors qu'ils sont 65 % d'hommes à le penser.

Dans les pays BRICS, la majeure partie des personnes déclarent que leur gouvernement ne s'attaque pas correctement au problème du chômage (65 % optent pour «mauvais travail») [graphique 15].

Des législations du travail solides

Los ciudadanos del mundo entero continúan manifestando un Partout dans le monde, la population continue d'exprimer un soutien exceptionnellement fort en faveur d'une série de législations du travail, y compris sur le droit de faire grève [graphique 16a]. L'appui est le plus marqué pour des lois qui :

«protègent la santé et la sécurité des travailleurs» *(97 % de favorable , dont 71 % de très favorable).*

«établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs» *(94 % de favorable, dont 63 % de très favorable).*

«donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement» *(89 % de favorable, dont 45 % de très favorable).*

«donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer» *(89 % de favorable, dont 43 % de très favorable).*

«protègent le droit de grève» *(75 % de favorable, dont 28 % de très favorable).*

Les citoyens des pays BRICS marquent un soutien émotionnel plus fort pour les législations du travail [graphique 16b] et l'appui en faveur de lois qui octroient à la main-d'œuvre de négocier collectivement est plus intense au Brésil, en Chine et en Russie.

Un socle de protection sociale

Les citoyens du monde veulent majoritairement que les gouvernements travaillent à la mise en place d'un socle de protection sociale [graphique 17a]. La tendance qui se dégage de ces trois années de sondage montre que les politiques suivantes sont fortement sollicitées :

«Un accès abordable aux soins de santé» *(95 % de favorable, dont 72 % de très favorable).*

«Des pensions de retraite décentes» *(94 % de favorable, dont 71 % de très favorable).*

«Un accès abordable à l'éducation» *(95 % de favorable, dont 69 % de très favorable).*

«Un soutien à l'indemnisation du congé de maternité» *(89 % de favorable, dont 55 % de très favorable).*

«Des allocations de chômage» *(87 % de favorable, dont 47 % de très favorable).*

Les pays BRICS soutiennent plus fortement le principe d'un socle de protection sociale, y compris des congés de maternité rémunérés [graphique 17b].

Respecter véritablement les droits de la main-d'œuvre tout le long de la chaîne de production

L'idée d'entreprises qui respectent les droits des travailleuses et des travailleurs tout le long de la chaîne de production est bien accueillie, mais les citoyens se montrent sceptiques quant à la probabilité que les sociétés, malgré leur engagement, s'y plient. Une minorité d'à peine 39 % des participants pense qu'elles respecteront leurs promesses [graphique 18].

Dans les pays BRICS, les citoyens sont plus ouverts que dans d'autres pays au principe que les entreprises doivent respecter les droits du personnel tout le long de la chaîne de production.

Si l'on considère en même temps les taux obtenus pour «favorable» et «probable», le score général des pays BRICS est de 51 %, soit 12 % au-dessus de la moyenne mondiale. Ces pays forment une coalition intéressante pour exiger des sociétés qu'elles respectent les droits des travailleurs tout le long de la chaîne de production [graphique 18].

Les ripostes de la main-d'œuvre : organiser le vrai pouvoir des travailleurs

Plus de deux personnes interrogées sur trois (63 %) sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle «les entreprises qui ont un syndicat pour représenter les travailleurs leur offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité»; dans les pays BRICS, 60 % des personnes ayant participé au sondage sont d'accord avec cette affirmation [graphique 19].

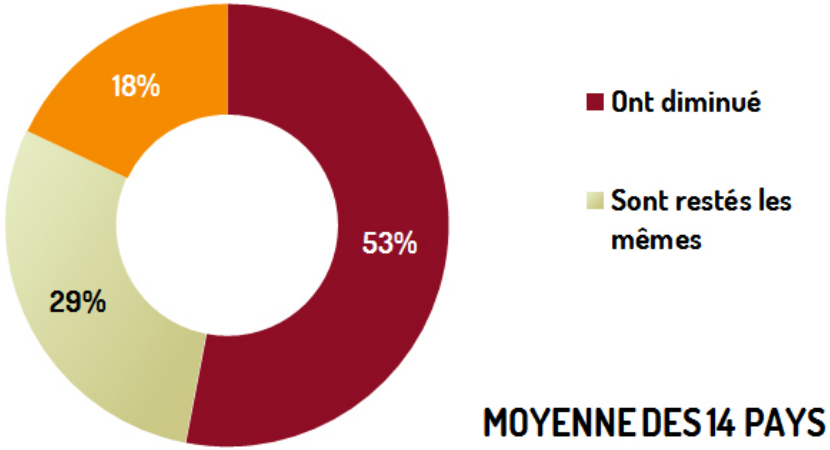
Au niveau mondial, plus de trois personnes sur quatre (76 %) estiment qu'il est important que les syndicats jouent un rôle actif au sein de la société [graphique 20] et 84 % des moins de 25 ans sont de cet avis.

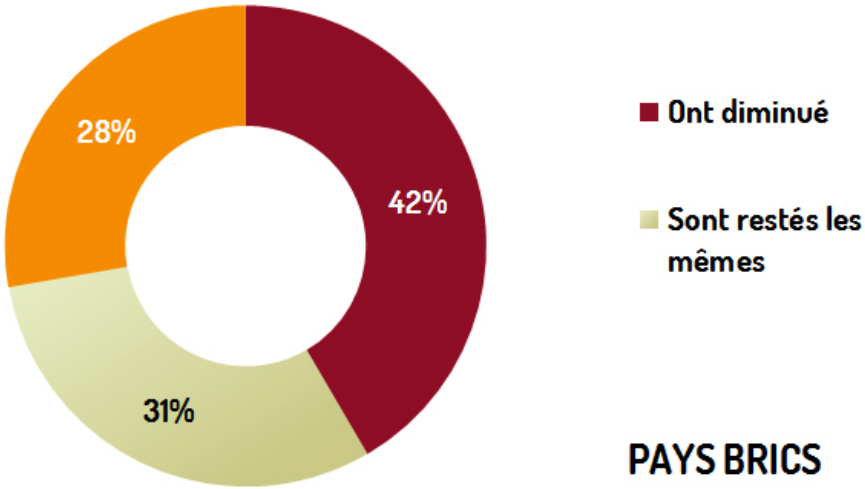
Dans les pays BRICS, un fort 86 % des habitants estiment qu'il est important que les syndicats jouent un rôle actif au sein de la société [graphique 20].

Si les gouvernements désirent effectivement combattre le chômage et les inégalités, s'ils veulent garantir des droits et des salaires équitables à leurs citoyens et s'ils veulent lutter contre le changement climatique, ils pourront s'appuyer sur ces résultats et regagner la confiance de leur population en admettant qu'elle désire des dirigeants plus militants et une maîtrise du pouvoir des entreprises.

Sharan Burrow, secrétaire générale
de la Confédération syndicale internationale

Graphique 1 Revenus de la famille par rapport au coût de la vie ces deux dernières années





Question

Q4. Au cours des deux dernières années, pensez-vous que vos revenus et ceux de votre famille ont augmenté plus que le coût de la vie, ont diminué, ou sont restés les mêmes par rapport au coût de la vie ?

Note: N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 1 %.

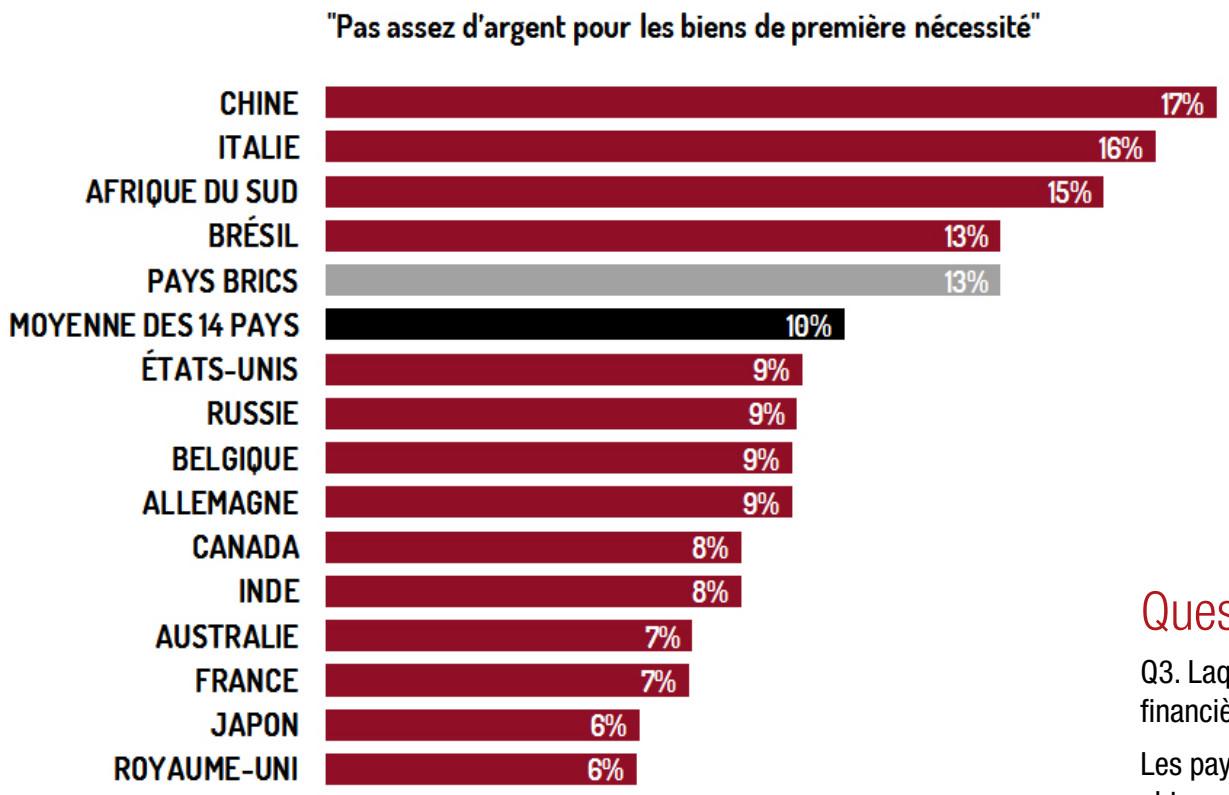
Graphique 2: Description de votre situation financière personnelle

Question

Les réponses « vous n'avez pas assez d'argent pour les biens de première nécessité, comme le logement, la nourriture et l'électricité » et « vous avez assez d'argent pour les biens de première nécessité, mais vous ne pouvez pas économiser » ont été rassemblées dans la catégorie « ne parvient pas à économiser », et les réponses « vous avez assez d'argent pour les biens de première nécessité, et vous pouvez économiser un peu » et « vous avez assez d'argent pour les biens de première nécessité, et vous pouvez économiser beaucoup » ont été rassemblées dans la catégorie « parvient à économiser ».

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 1 %.

Graphique 3: Situation financière personnelle - Pas assez pour les biens de première nécessité



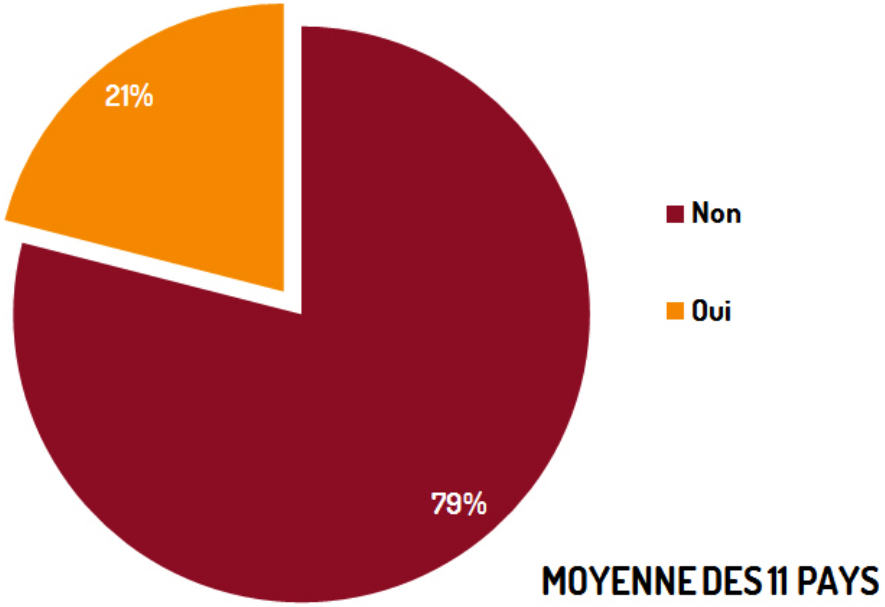
Question

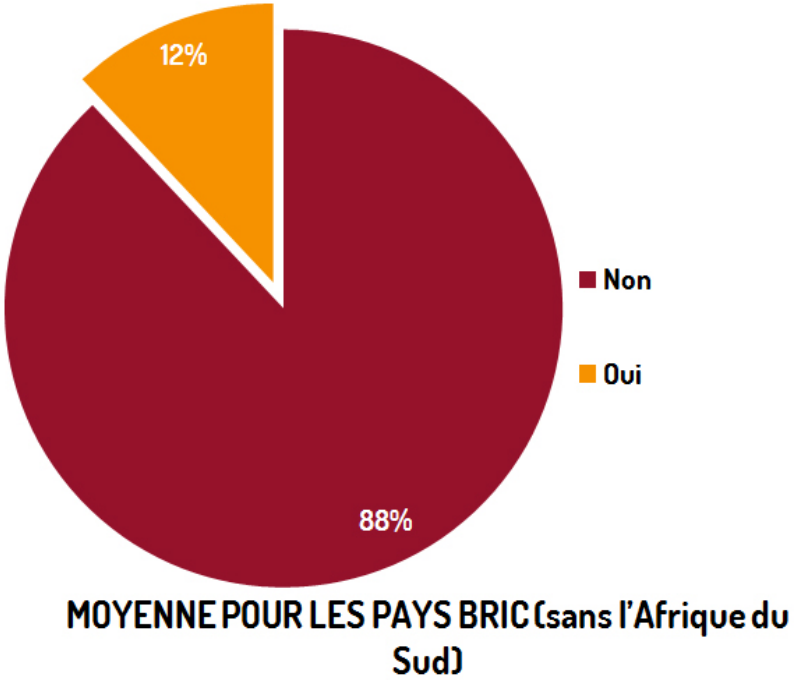
Q3. Laquelle des affirmations suivantes décrit le mieux votre situation financière ?

Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats obtenus pour « pas assez d'argent pour les biens de première nécessité ».

Note : N=14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays, N = 5.003 personnes pour les pays BRICS ; N correspond à environ 1.000 personnes par pays.

Graphique 4: Le salaire minimum ne permet pas de mener une vie décente



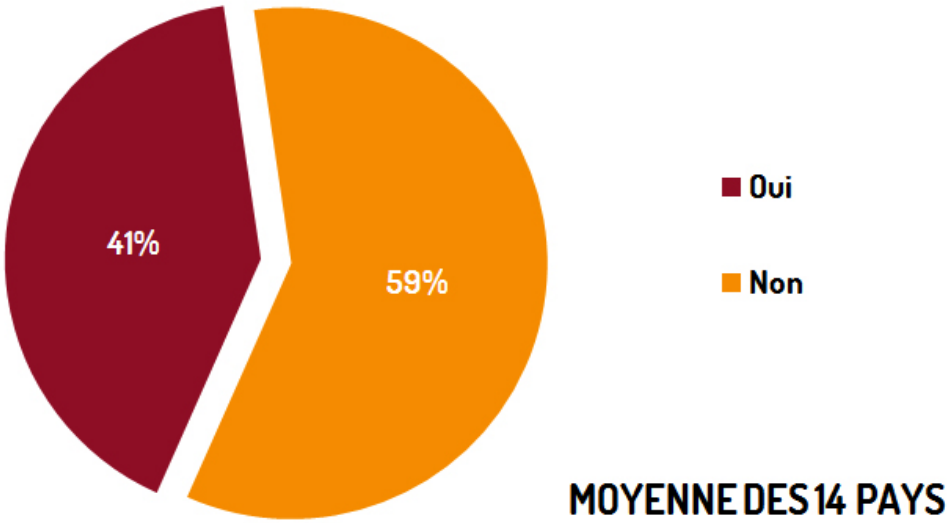


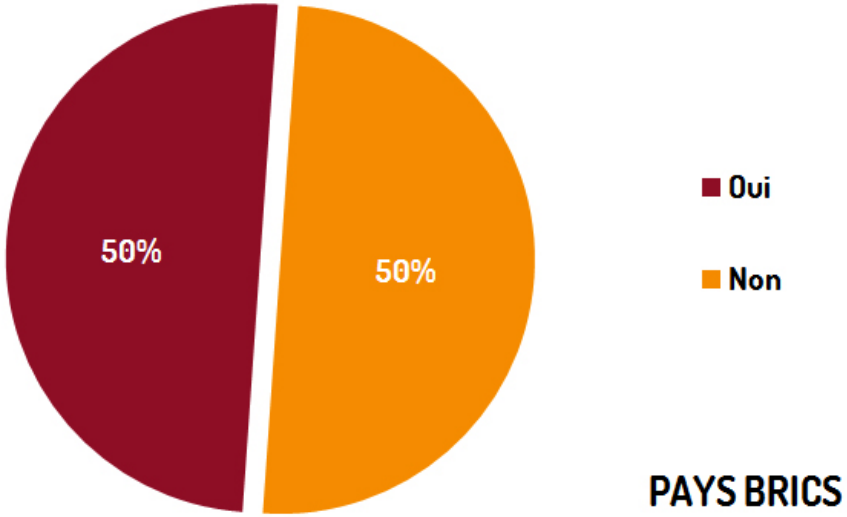
Question

Q12. Selon vous, le salaire minimum payé dans votre pays est-il suffisant pour permettre aux travailleurs de jouir d'une vie décente ?

Note : N = 11.005 pour une moyenne de 11 pays (l'Allemagne, l'Afrique du Sud et l'Italie ne sont pas incluses), N = 4.002 pour les pays BRICS (l'Afrique du Sud n'est pas incluse) ; N correspond à environ 1.000 personnes par pays. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 3 %.

Graphique 5: Avez-vous connu le chômage ou une réduction des heures de travail ces deux dernières années ?



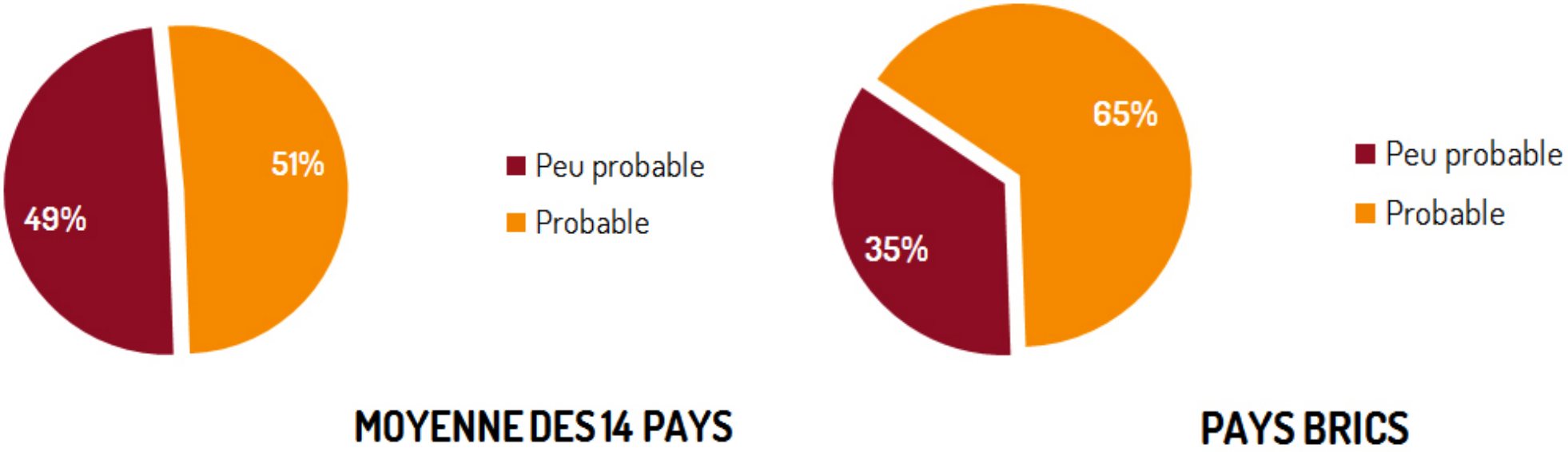


Question

Q9. Au cours des deux dernières années, avez-vous ou un membre de votre famille a-t-il été au chômage ou subi une réduction des heures de travail ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 2 %.

Graphique 6: La génération à venir trouvera-t-elle un emploi décent ?

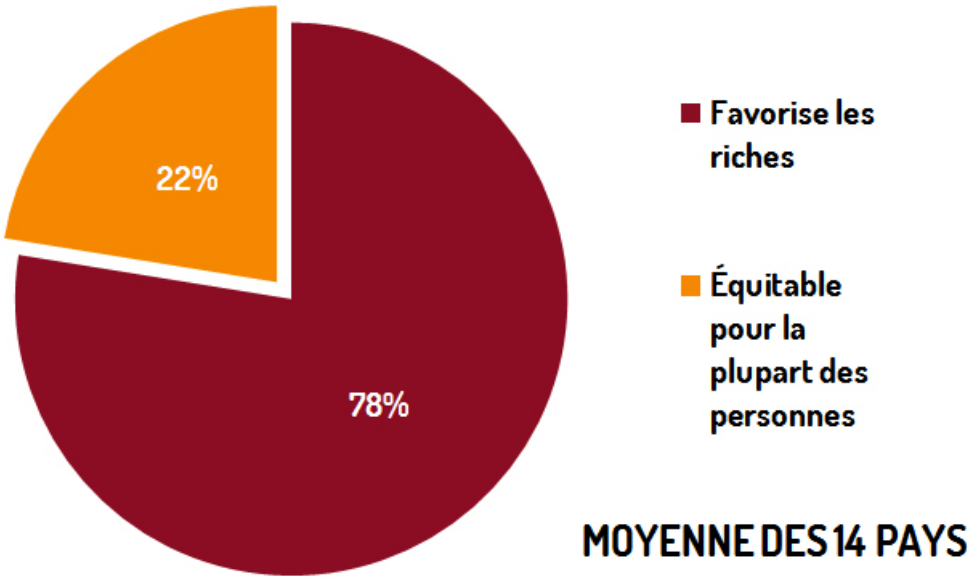


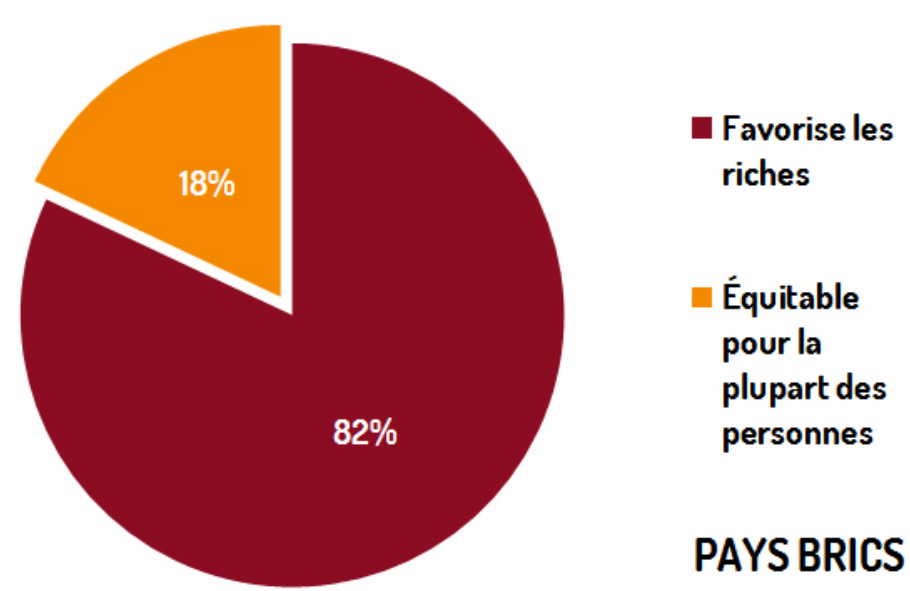
Question

Q11. En ce qui concerne la génération à venir, quelle est la probabilité selon vous qu'ils trouvent un emploi décent ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 3 %.

Graphique 7: Le système économique favorise les riches



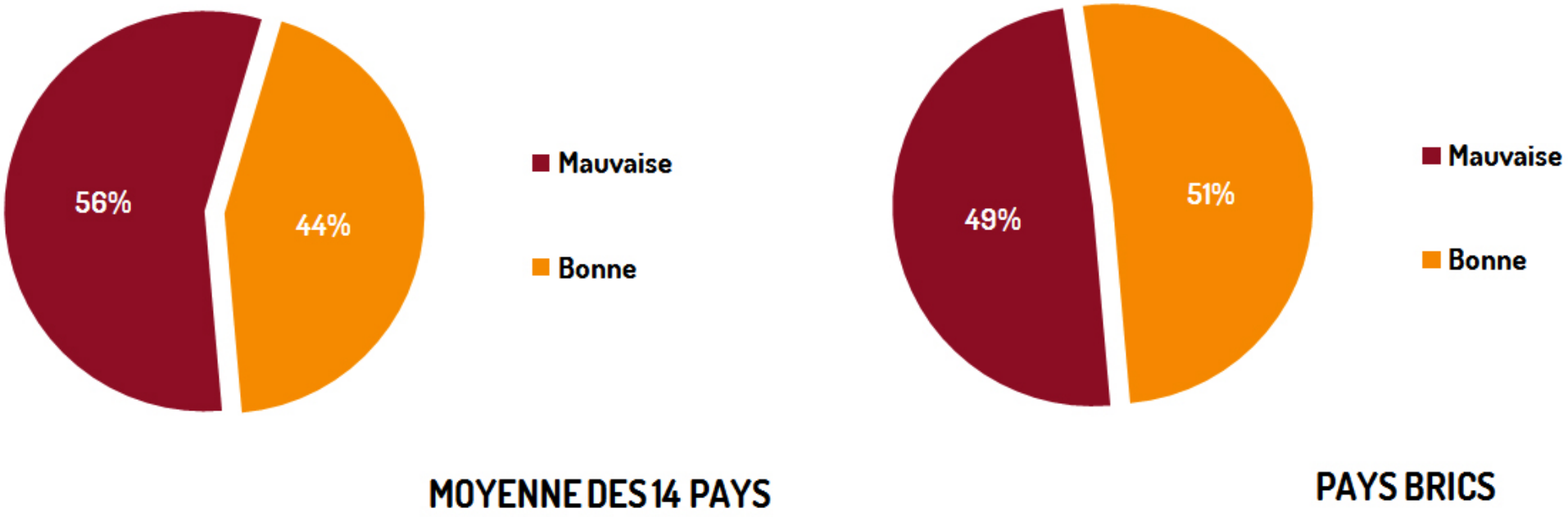


Question

Q14. Pensez-vous que le système économique de votre pays favorise de façon générale les riches ou est-il équitable pour la plupart des personnes du pays ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 2 %.

Graphique 8: Description de la situation économique de votre pays

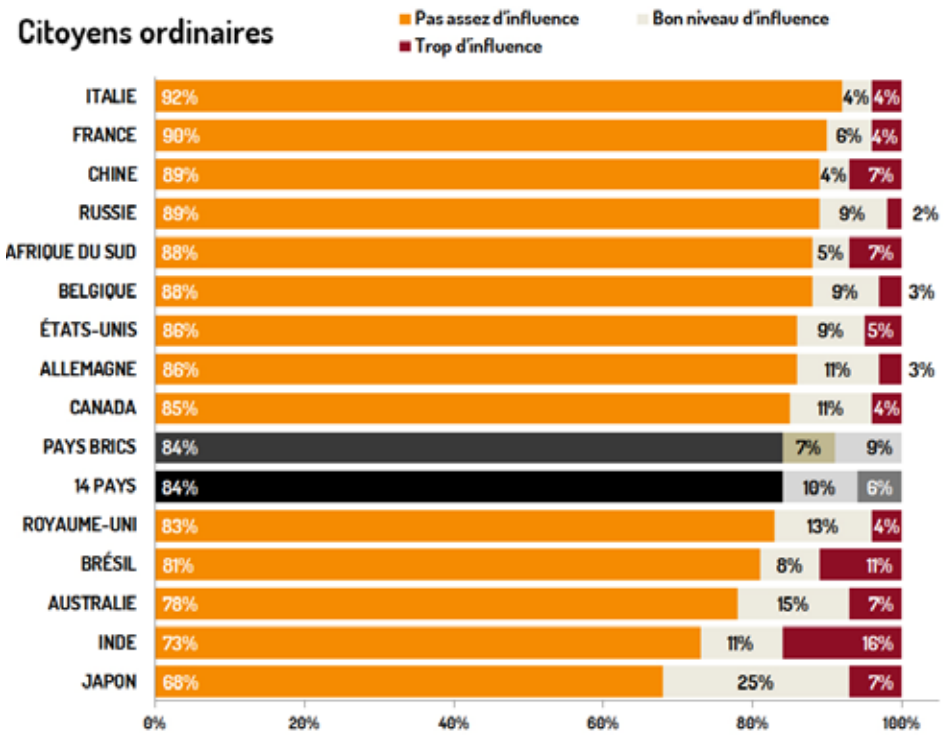


Question

Q2. En pensant à votre situation économique, comment décririez-vous la situation économique actuelle dans votre pays - est-elle très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 1 %.

Graphique 9: Citoyens ordinaires

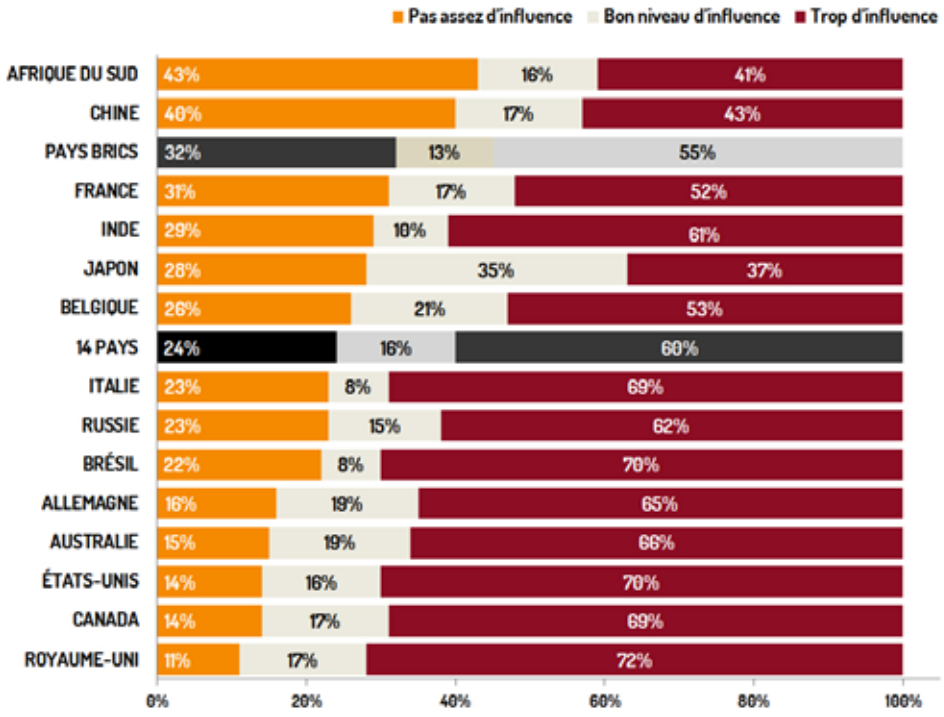


Question

Q15. Selon vous, quel est le degré d'influence des personnes et organismes suivants sur la fixation des réglementations économiques ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. N correspond à environ 1.000 personnes par pays. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 4 %.

Graphique 10: Intérêts des entreprises

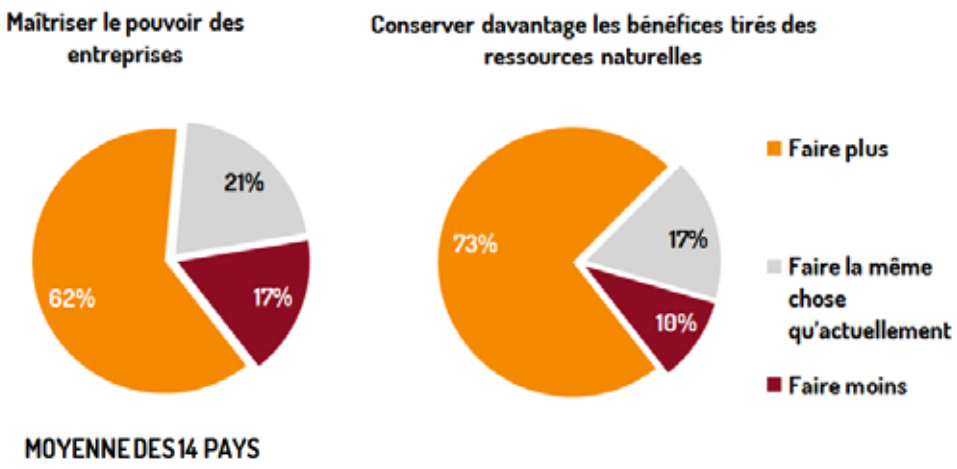


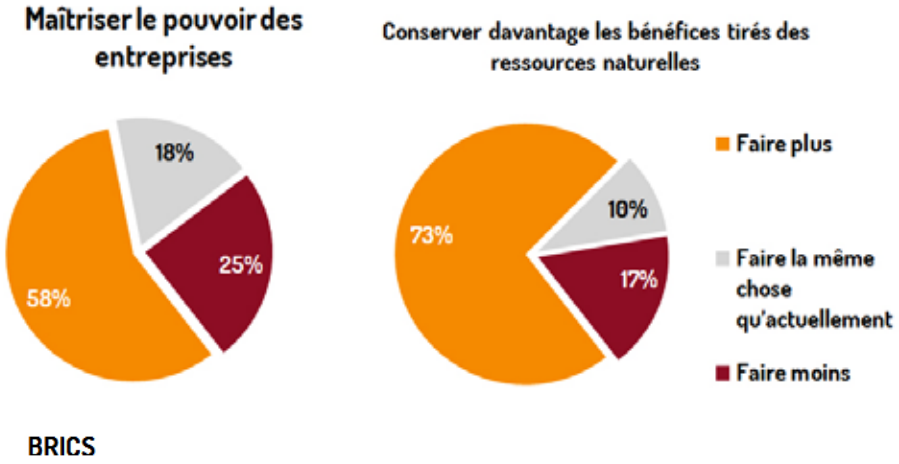
Question

Q15. Selon vous, quel est le degré d'influence des personnes et organismes suivants sur la fixation des réglementations économiques ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. N correspond à environ 1.000 personnes par pays. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 4 %.

Graphique 11: Maîtriser le pouvoir des entreprises



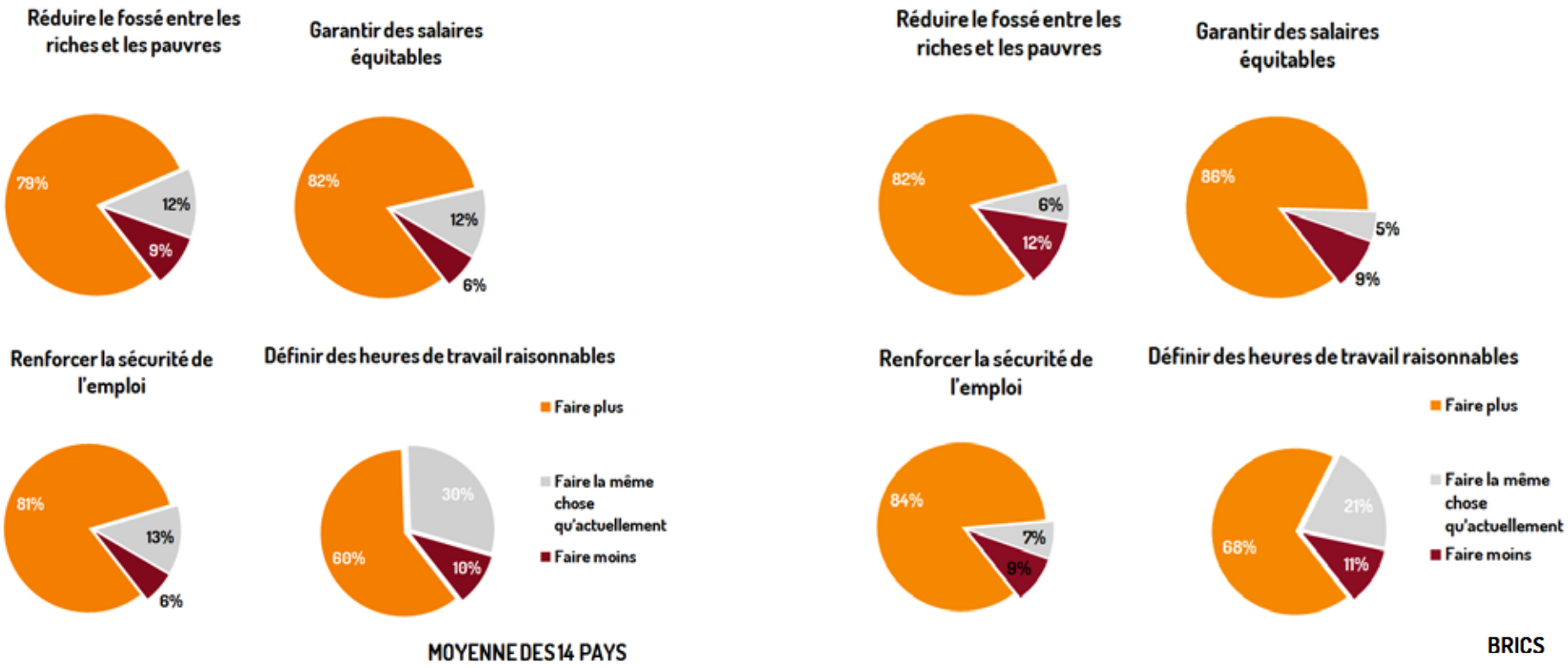


Question

Q13. Selon vous, le gouvernement de votre pays devrait-il faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants ? Maîtriser le pouvoir des entreprises, conserver davantage les bénéfices tirés des ressources naturelles de votre pays.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 2 %.

Graphique 12: L'emploi, les salaires et les conditions de travail

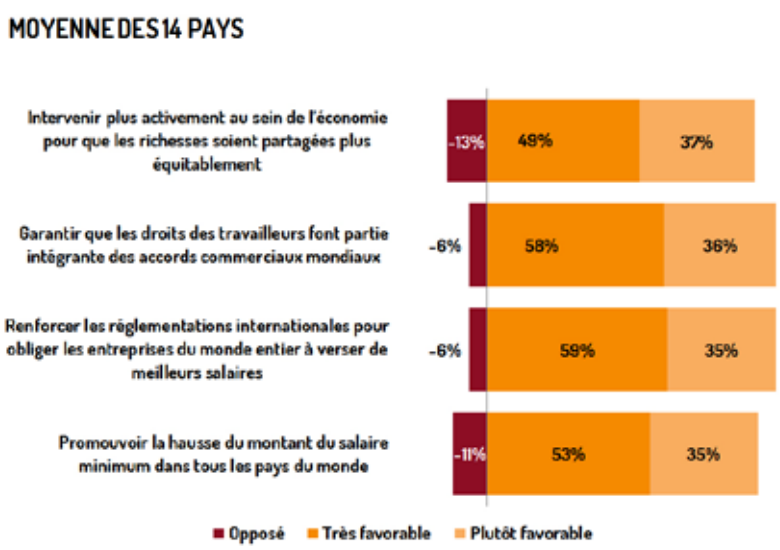


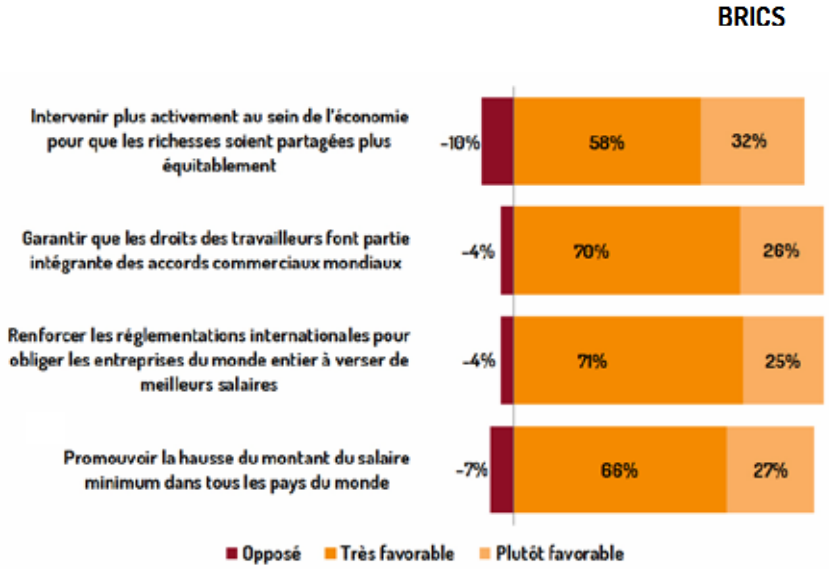
Question

Q13. Selon vous, le gouvernement de votre pays devrait-il faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants ? Réduire le fossé entre les riches et les pauvres, garantir des salaires équitables, accroître la sécurité de l'emploi, définir des heures de travail raisonnables.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 2 %.

Graphique 13: Action internationale



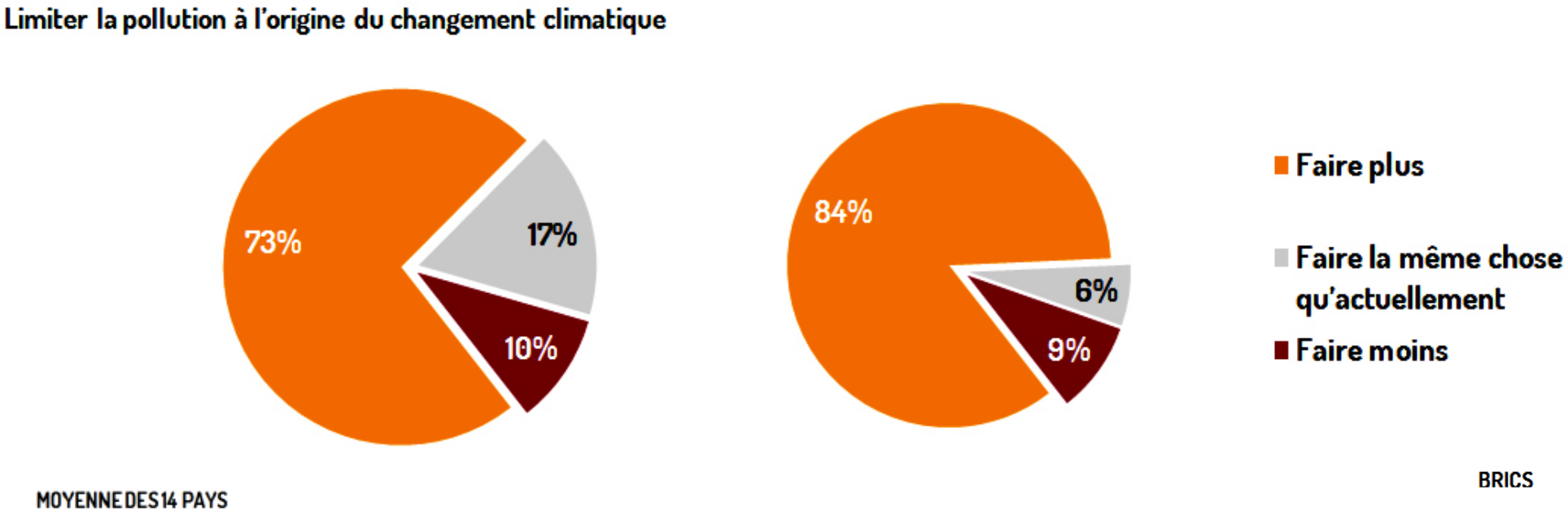


Question

Q18. Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse dans la plupart des pays du monde. Voici plusieurs mesures que les gouvernements nationaux peuvent prendre pour résoudre ce problème. Êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune de ces mesures ? Promouvoir la hausse du montant du salaire minimum dans tous les pays du monde, renforcer les réglementations internationales pour obliger les entreprises du monde entier à verser de meilleurs salaires et à fournir de meilleures conditions d'emploi, garantir que les droits des travailleurs font partie intégrante des accords commerciaux mondiaux, intervenir plus activement au sein de l'économie pour que les richesses soient partagées plus équitablement.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 2 %.

Graphique 14: S'occuper du changement climatique

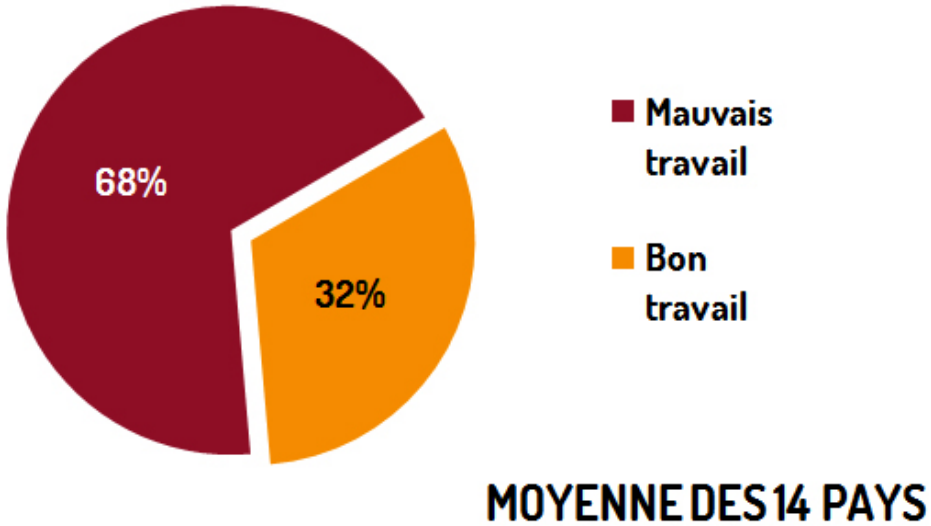


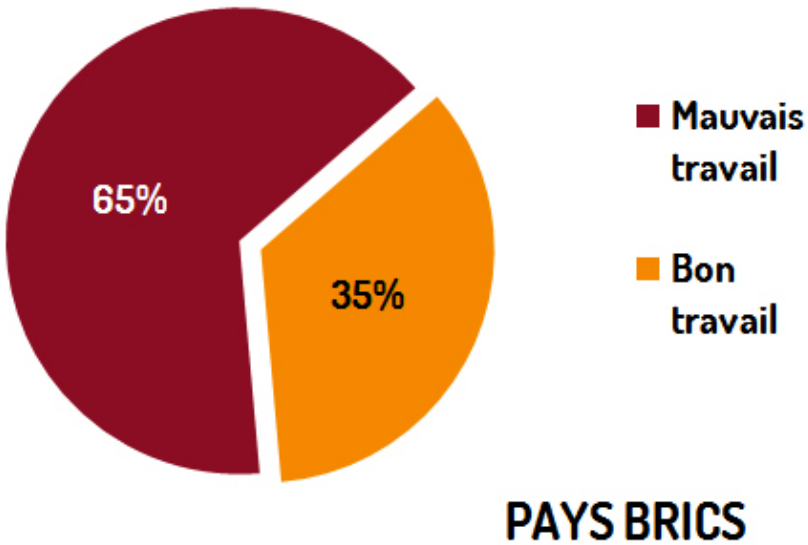
Question

Q13. Selon vous, le gouvernement de votre pays devrait-il faire plus ou moins dans chacun des domaines suivants ? S'occuper du changement climatique.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 2 %.

Graphique 15: Mauvaises actions gouvernementales en matière de chômage



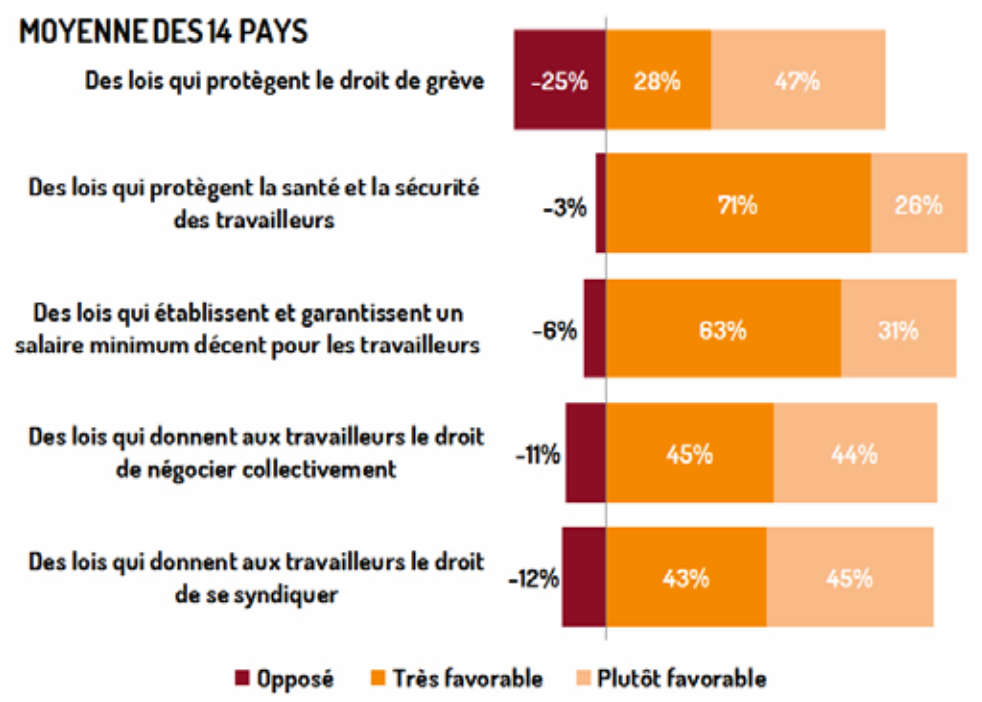


Question

Q5. Globalement, pensez-vous que votre gouvernement fait du bon ou du mauvais travail dans la lutte contre le chômage ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 4 %.

Graphique 16a: Des lois qui protègent les travailleurs

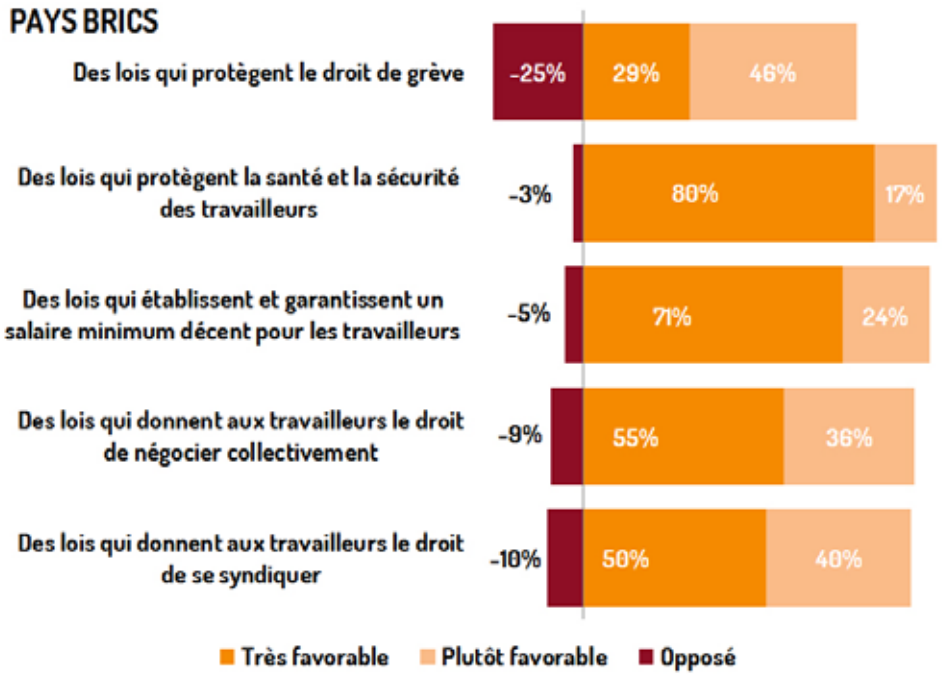


Question

Q7. Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes ? Des lois qui protègent le droit de faire grève, des lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs, des lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui leur permet de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail, et des lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 0 %.

Graphique 16b: Des lois qui protègent les travailleurs

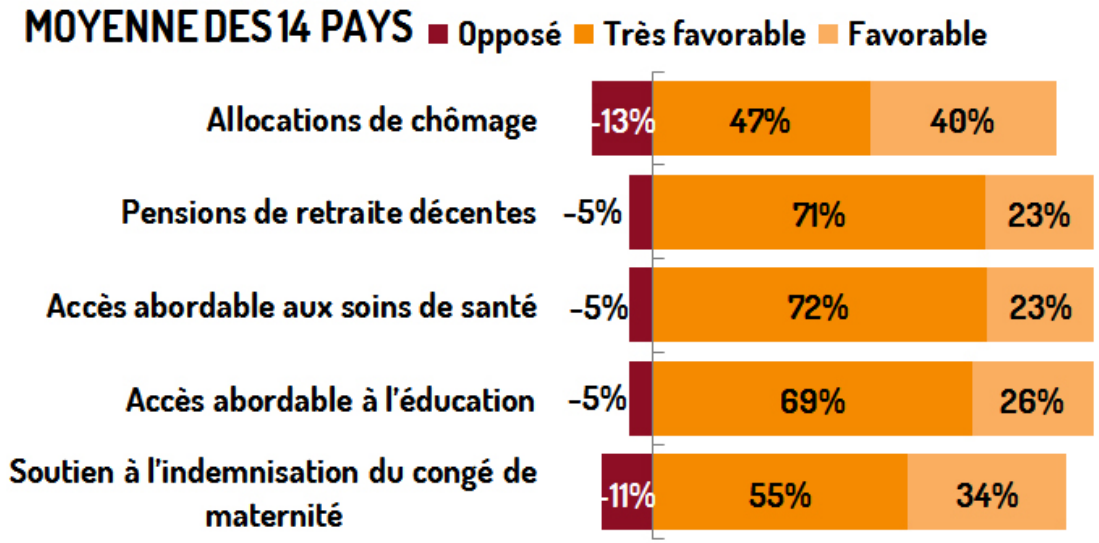


Question

Q7. Pourriez-vous me dire si vous êtes très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à chacune des lois suivantes ? Des lois qui protègent le droit de faire grève, des lois qui établissent et garantissent un salaire minimum décent pour les travailleurs, des lois qui donnent aux travailleurs le droit de négocier collectivement, ce qui leur permet de s'unir pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail, et des lois qui donnent aux travailleurs le droit de se syndiquer.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 0 %.

Graphique 17a: Le système n'est pas favorable aux travailleurs

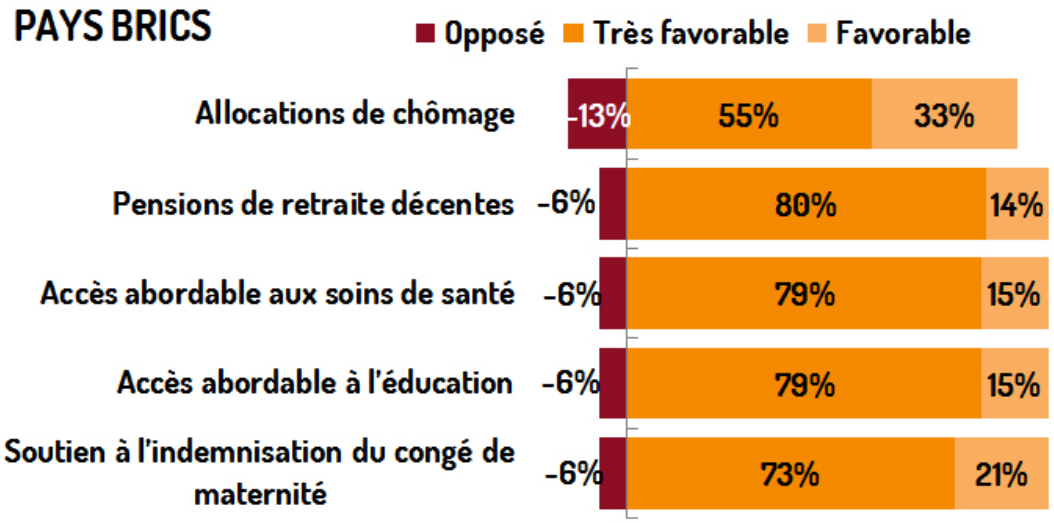


Question

Q8. Et seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants ? Des allocations de chômage, des pensions de retraite décentes, un accès abordable aux soins de santé, un accès abordable à l'éducation et un soutien à l'indemnisation du congé de maternité.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 0 %.

Graphique 17b: Le système n'est pas favorable aux travailleurs

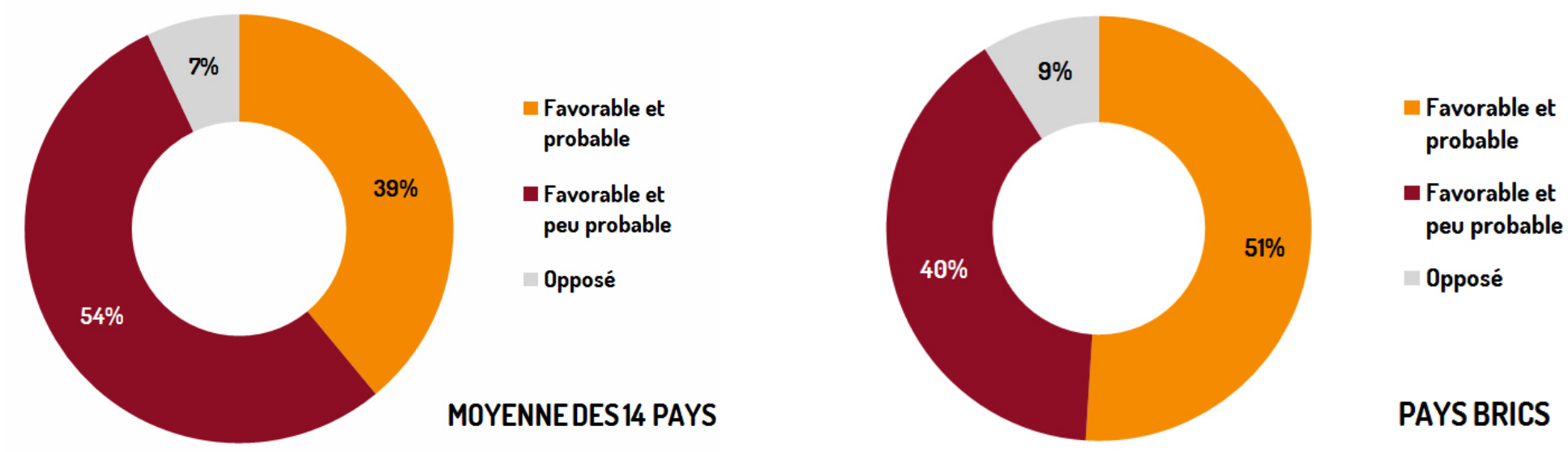


Question

Q8. Et seriez-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) à ce que le gouvernement cherche à fournir aux travailleurs chacun des éléments suivants ? Des allocations de chômage, des pensions de retraite décentes, un accès abordable aux soins de santé, un accès abordable à l'éducation et un soutien à l'indemnisation du congé de maternité.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 0 %.

Graphique 18: Respect des droits de la main-d'œuvre tout le long de la chaîne de production



Question

Les graphiques ont été élaborés en s'appuyant sur deux questions : Q16. De nombreuses entreprises se sont engagées à respecter les droits des travailleurs tout au long de leur chaîne de production, quel que soit le produit fabriqué. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à cette promesse ? Et Q17. Quelle est la probabilité que ces entreprises tiennent leur promesse ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 5 %.

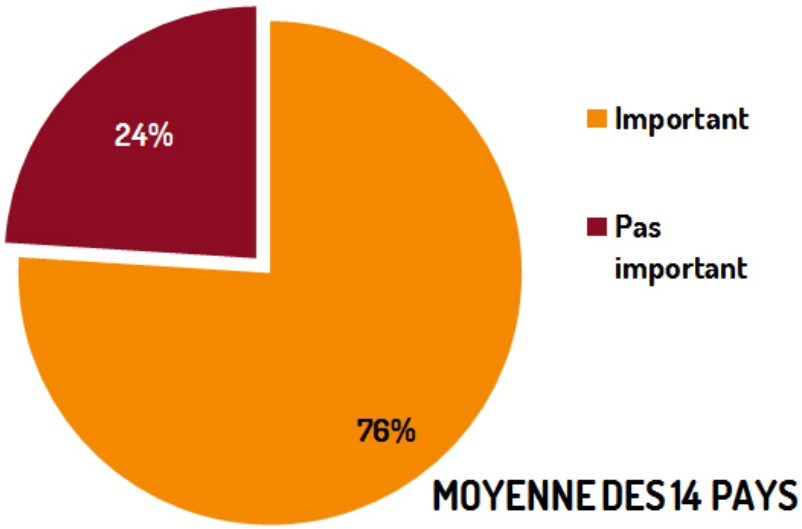
Graphique 19: Les entreprises qui ont un syndicat offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de sécurité

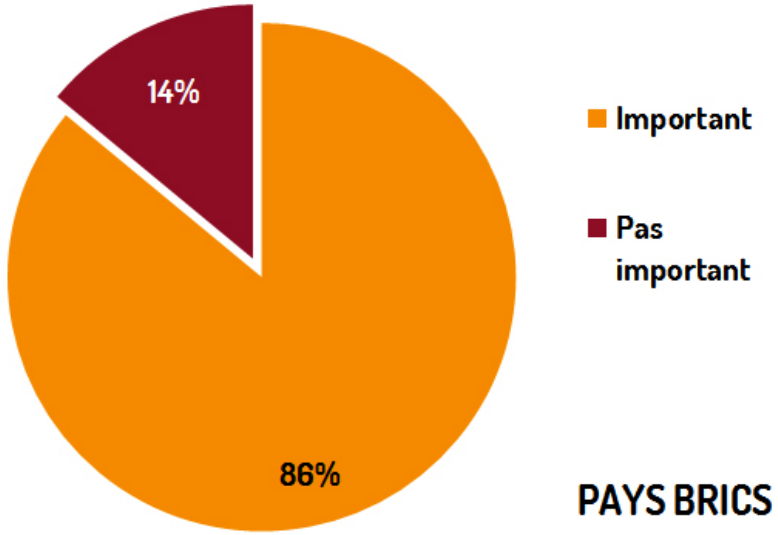
Question

Q6. Êtes-vous d'accord ou pas avec l'affirmation suivante ? Les entreprises qui ont un syndicat pour représenter les travailleurs leur offrent de meilleurs salaires, conditions de travail et normes de santé et de sécurité.

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 5 %.

Graphique 20: Les syndicats jouent un rôle actif dans la société





Question

Q19. Selon vous, dans quelle mesure est-il important que les syndicats jouent un rôle actif au sein de la société ?

Note : N = 14.006 personnes pour une moyenne de 14 pays ; N = 5.003 personnes pour les pays BRICS. Aux fins de présentation, les réponses « ne sait pas » n'ont pas été affichées, le score maximal obtenu pour ces réponses ayant été de 4 %.

Méthodologie du sondage

Ces conclusions ont été élaborées sur la base des réponses obtenues lors du sondage d'opinion mondial 2014 de la Confédération syndicale internationale (CSI).

Cette enquête, commissionnée par la CSI, est la troisième du genre, les deux autres ayant été menées en 2012 et en 2013.

Au cours du sondage, des adultes (d'au moins 18 ans) vivant en Afrique du Sud, en Allemagne, en Australie, en Belgique, au Brésil, au Canada, en Chine, aux États-Unis, en France, en Inde, en Italie, au Japon, au Royaume-Uni et en Russie ont été interrogés.

Dans tous les pays, environ 1.000 personnes ont été interrogées, soit un total de 14.006 individus. Tous les entretiens ont été menés par voie électronique.

L'échantillon dans chaque pays a été choisi pour refléter les proportions nationales en termes d'âge, de genre et de région.

Les logiciels SPSS et Microsoft Excel ont été utilisés pour analyser et présenter les données.

Le présent projet a été mené conformément à la norme ISO 20252 telle qu'appliquée en Australie.

Ses conclusions représentent les opinions de plus de 3,7 milliards d'individus, soit, selon les estimations des Nations unies, près de 53 % de la population mondiale.

Essential Media Communications et Anker Solutions se sont chargées de l'élaboration du questionnaire, de l'analyse des réponses et de la rédaction du rapport.

TNS Opinion a mené les enquêtes sur le terrain du 8 au 19 janvier 2014.

Renseignements complémentaires: Gemma Swart au numéro +32 479 06 41 63 ou gemma.swart@ituc-csi.org ou rendez-vous sur le site web www.ituc-csi.org

Les sociétés EMC et Essential Research étaient responsables de la rédaction des questions et de la gestion du projet.

Anker Solutions s'est chargée de l'analyse et de la rédaction du rapport.

TNS Opinion a coordonné le travail sur le terrain avec des partenaires locaux réputés dans tous les pays couverts par le sondage.

EMC est membre de l'Association of Market and Social Research Organisations.